

Bonjour Dr. Simone Gold, bienvenue à nouveau et merci beaucoup de nous accorder un peu de votre temps pour les téléspectateurs français de France Soir. Vous avez des informations, je dirais, importantes à nous communiquer aujourd'hui, car je pense que vous avez travaillé si dur depuis notre dernière conversation que vous avez en fait lancé une procédure, une procédure assez importante, et vous allez nous en parler.

Permettez-moi de rappeler aux téléspectateurs que vous êtes la fondatrice de America's Frontline Doctors, l'une des plus grandes associations, je dirais, des États-Unis.

Et vous êtes à la fois médecin et avocate. Vous combinez, je dirais, le bien commun dont nous avons besoin dans cette crise. Et si vous pouviez nous parler un peu de votre procédure, et peut-être devrions-nous commencer par qui est le plaignant, au nom de qui ? Parce que vous êtes médecin, je suppose que vous aimez traiter les patients. Je suis sûr qu'en tant qu'avocat, vous aimez probablement prendre les protections des citoyens.

Exact. Donc juste pour rappeler à tout le monde, je suis un médecin urgentiste certifié, également avocate, et j'ai créé America's frontline doctors parce qu'il y avait tellement de désinformation et de censure qui empêchaient le peuple américain et les gens du monde entier d'obtenir le traitement dont ils avaient besoin. Et c'est à cela que nous travaillons depuis longtemps. Et nous le faisons toujours. Mais ces derniers mois, j'ai remarqué qu'il y a vraiment une crise constitutionnelle dans notre nation. Les gens perdent leurs libertés.

Ce qui se passe ici, comme dans le monde entier, c'est qu'on fait indûment pression sur les gens, pour qu'ils prennent un médicament expérimental. C'est une chose si vous voulez prendre quelque chose, si c'est volontaire, si c'est en connaissance de cause, si vous savez ce que cela contient, c'est une toute autre chose si ce n'est pas volontaire ou si vous ne savez pas ce que cela contient. Ainsi, en Amérique, comme partout dans le monde, les gens ne comprennent pas qu'il s'agit de médicaments expérimentaux. Ils ne comprennent pas qu'ils comportent des risques.

Ils ne comprennent pas que, par exemple, les jeunes ne sont pas exposés à cette maladie, mais qu'ils sont plus exposés au vaccin. Voilà donc le genre de choses que je connais en tant que scientifique, mais en tant qu'avocat, je vois notre gouvernement faire pression de manière très agressive sur les gens. Les gouverneurs et les maires locaux incitent les gens à se faire vacciner en leur offrant de l'argent, des bourses d'études gratuites, des glaces gratuites. Et ce n'est pas une façon de pratiquer la médecine. Ce n'est pas une façon de prendre de bonnes décisions en matière de santé.

Donc, lorsque le gouvernement a annoncé la possibilité de faire ces vaccins expérimentaux à des jeunes de 12 à 15 ans, nous avons finalement dit non, hors de question.

Les enfants de 12 à 15 ans ne risquent pas de mourir de ce virus. Nous avons donc déposé une plainte. Les personnes au nom desquelles nous avons déposé une plainte sont tous les médecins et non-médecins membres de l'association America's Frontline Doctors, qui compte aujourd'hui plus de 800 000 personnes.

Il y avait aussi des médecins, des infirmières, des pharmaciens, des patients, et des parents de patients qui se sont joints à nous. Certains des patients avaient eux-mêmes été blessés par les vaccins. Une personne, sa mère est morte à cause du vaccin. Il y a une pharmacienne. Elle ne veut pas donner le vaccin aux enfants. Il y a des infirmières qui attestent du fait que les patients n'obtiennent pas un consentement éclairé. Donc c'est vraiment un large éventail du public américain.

Et l'objectif, votre objectif est vraiment de protéger les enfants, je suppose.

Oui, nous avons déposé ce procès. Nous avons fait deux choses. La chose spécifique que nous demandons à la cour est de ne pas déployer ça sur les enfants. Cependant, nous avons saisi l'opportunité d'exposer l'ensemble de l'affaire. Comme vous le savez, toute cette affaire a été construite sur un tas de mensonges. Les tests étaient inexacts. Les certificats de décès étaient inexacts. Le comptage des cas a été inexact. Le fait qu'il existe d'autres médicaments approuvés qui ont été refusés en Amérique parce que c'est une exigence pour déployer le vaccin si rapidement.

Nous avons donc saisi l'occasion de ce procès pour exposer l'ensemble de la situation. Si vos auditeurs et téléspectateurs veulent comprendre l'ensemble de la situation, ils peuvent se rendre sur notre site Internet et lire les plaidoiries que nous avons rédigées et ils comprendront tout.

Et si vous pouviez résumer les fondements médicaux de votre demande, et les fondements juridiques, pour les personnes qui n'ont pas la patience d'aller sur un site Web ? Parce que je pense que la partie du consentement éclairé, il est important que vous communiquiez sur ce point. Quelles sont les deux ou trois choses qui ressortent vraiment ?

Donc, parce que nous avons attaqué le fait que cela ait été déployé aux enfants, nous devons commencer par le fait que les enfants ont statistiquement 0% de chance de mourir du sars-cov-2, 0%, littéralement. C'est un faux problème. Nous considérons donc qu'il n'est pas possible d'administrer des médicaments expérimentaux à un être humain, avec un risque nul de blesser cet enfant. Il est possible qu'il soit un peu malade, qu'il ait le nez qui coule ou qu'il tousse un peu. Mais dans l'ensemble, à moins d'avoir des problèmes médicaux graves, un enfant se portera très bien.

Donc, c'est tout. Vous ne pouvez pas déployer ça sur les enfants. Fin de la discussion. C'est le groupe d'âge le plus jeune et c'est ce que nous avons demandé. Nous avons également exposé les risques des vaccins, les protéines spike elles-mêmes sont dangereuses. Nous savons que maintenant qu'elles se lient aux cellules sanguines. Nous voyons qu'elles passent dans le cerveau. Nous voyons qu'elles se lient aux cellules pulmonaires. Nous voyons toutes ces choses. Nous sommes inquiets de l'effet sur les organes reproducteurs. Nous exposons donc tout cela également.

D'un point de vue juridique, nous savons que ces déploiements de vaccins étaient illégaux parce qu'ils exigeaient la condition préalable qu'il n'y ait pas d'autre traitement approuvé. Nous savons qu'il y a d'autres traitements approuvés, l'hydroxychloroquine, l'ivermectine, le budesonide, le zinc, l'azythromicine, donc en Amérique, la façon dont la loi fonctionne, vous ne pouvez pas déployer les vaccins aussi vite s'il y a d'autres médicaments qui fonctionnent. Donc c'était illégal. La deuxième illégalité est qu'il n'y a pas d'urgence de santé publique réelle. L'urgence de santé publique n'existe que parce qu'ils ont dit qu'il y avait tant de cas, et le décompte des cas, comme vous le savez, était inexact. Les certificats de décès en Amérique ont été manipulés. Et le CDC a même admis que les personnes qui meurent du covid 19 avaient déjà atteint ou dépassé leur espérance de vie. Donc nous soutenons qu'il n'y a pas d'urgence réelle. Les risques sont que les vaccins soient plus dangereux que bénéfiques dans la population plus jeune.

Et juste une question sur les raisons médicales, parce que, bien sûr, vous avez dit que les enfants ne sont pas à risque, mais il y a eu beaucoup de, je dirais, déclaration de la science que les enfants pourraient transmettre la maladie à leurs grands-parents et ainsi de suite. Alors comment répondez-vous à cette affirmation, selon laquelle le vaccin ou le traitement, pourrait les protéger de l'infection d'autres personnes âgées qui sont plus à risque ?

Il y a plusieurs choses à dire. Tout d'abord, c'est factuellement inexact. C'est une rumeur. C'est un mensonge, peu importe comment vous voulez l'appeler. Il n'est pas vrai que les enfants transmettent la maladie à d'autres personnes. Alors comment le savons-nous ? Nous le savons grâce à une expérience de vie concrète. De nombreuses études l'ont montré, il y a aussi eu une très grande étude qui a été menée à Wuhan, en Chine, sur 10 millions de personnes. Ils ont pris des personnes testées positives par PCR, mais sans symptômes.

Et ils ont vu combien de ces 10 millions de personnes pouvaient être cliniquement malades. Le chiffre était de 0. 10 millions de personnes qui étaient positives mais ne présentaient aucun symptôme ont rendu exactement 0 personne malade. Les questions posées sont réglées, la transmission asymptomatique n'existe pas.

D'un point de vue juridique, en outre, il n'est pas nécessaire qu'un être humain se mette en danger parce que cela pourrait aider un autre être humain. Ce serait un changement radical pour les individus libres et souverains. Cela contredit tout ce que nous croyons sur la souveraineté humaine.

Mais il se trouve que les enfants ne rendent pas grand-mère malade. En fait, il semble que les enfants répandent l'immunité. C'est ce qui est honteux et tragique dans tout ça. Je ne sais pas si vous êtes conscient de cela, Xavier, mais les enfants sont en fait comme un tampon, vous savez, et c'est une honte que les enfants des grands-parents n'aient pas été autorisés à se mélanger parce que toute la crise aurait été atténuée.

Et ce serait parce que les enfants ont un meilleur système immunitaire, donc ils tuent la maladie plus vite et ne la répandent pas ?

Oui. Et ils ont donc développé une grande immunité. Et c'est comme s'ils répandaient l'immunité.

Comment aborder la communication autour de ça ? Parce qu'essentiellement, ce que vous décrivez est qu'il y a une fausse communication, ou des croyances qui sont fausses. Et il est clair que c'est un problème à résoudre. C'est pour

cela que je vous pose ces questions, et que je passe peut-être à la phase suivante. Quel est le rôle des médias dans tout cela et dans la diffusion de ces idées ? Essayez-vous de corriger les informations diffusées par les médias ?

Oui, le problème est les médias, c'est le problème central. Tout ceci est un problème de manque de liberté d'expression. Si la liberté d'expression était universellement disponible, alors un côté écrirait ces choses, l'autre côté écrirait ces choses et les gens se feraient leur propre idée. C'est toujours comme ça que les gens libres gèrent ces choses. Mais il n'y a pas de capacité à dire la vérité de notre côté. Et ce n'est pas une imagination. Ce n'est pas anecdotique. Il y a quelque chose qui s'appelle l'initiative Trusted News. Je ne sais pas si vous avez vu ça Xavier ?

Oui je l'ai vu !

Tous les médias se sont accordés en public et en journée, pour ne rien rapporter qui soit en désaccord avec le récit qu'ils ne voulaient pas raconter. Une initiative d'informations fiables, l'Associated Press, le New York Times, le Wall Street Journal, ils ont tous adhéré à cette initiative, Twitter, Facebook. Donc c'est en fait pourquoi vous n'entendez rien. Des gens indépendants comme moi, si nous ne sommes pas extraordinairement prudents, nous sommes censurés, même lorsque nous mettons en ligne des images provenant de la propre base de données du gouvernement, elles sont retirées. C'est donc vraiment une honte que les gens ne puissent pas voir la vérité. C'est criminel. Criminel.

Donc les gens ne peuvent pas se faire soigner parce que les traitements ne sont pas approuvés. Ils doivent accepter une injection, pour de faux motifs. Et ce que vous dites, c'est que cela est accentué par la communication médiatique. Avez-vous déjà eu des procureurs ou des juges, qui vous ont parlé de cette affaire, ou en êtes-vous seulement au stade du dépôt ?

Nous venons de déposer et je vous l'ai dit, je parle avec vous depuis longtemps maintenant. Vous êtes l'une des premières personnes à qui j'ai parlé dans toute cette affaire. Donc je vous l'ai envoyé tout de suite. Nous l'avons déposé hier.

Et donc personne n'y a réagi.

C'est exact. Mais la raison pour laquelle nous l'avons déposé si urgemment, je veux dire, cela peut ne pas sembler urgent, mais nous l'avons ressenti comme très urgent, c'est que Pfizer a indiqué qu'il voulait obtenir l'approbation complète, une fois que l'approbation complète est accordée, le statut légal, c'est plus difficile, cela change les choses. Nous avons donc obtenu que cela soit fait. Et s'ils tentent d'obtenir l'approbation complète maintenant, nous allons demander ce qu'on appelle une injonction, pour l'arrêter jusqu'à ce que le juge décide.

Donc, ce que vous dites, c'est que vous avez une fenêtre d'opportunité, ce qui peut sembler pour certains un peu tard parce que la vaccination a commencé il y a longtemps, mais c'est suffisamment en avance sur l'approbation complète.

Correct.

Et juste... vu que vous ne recevez pas d'exposition médiatique. Subissez-vous d'autres pressions extérieures ou les médecins qui travaillent avec vous subissent-ils des pressions de la part, je dirais, de lobbies ou d'autres individus ?

Vous savez, c'est vraiment une honte... le soutien du peuple américain soit énorme et écrasant. C'est incroyable. Je veux dire, c'est vraiment incroyable. Nous sommes devenus une très grande organisation. En même temps, toutes les grandes et puissantes entreprises, les grandes technologies, les grands médias ne nous laissent pas parler. Donc en ce moment, je suis en tournée. Je ne sais pas si vous pouvez le voir, mais je vais partout...

Vous vous transformez en pop star, alors ?

Oui, un peu. J'ai besoin d'un groupe d'ouverture ou quelque chose comme ça ! Donc je vais vraiment de ville en ville, de village en village, pour expliquer la vérité. Et des milliers de personnes viennent et l'entendent et ils pleurent. Et les gens disent : "Nous le savons. Nous savons que ce n'est qu'un mensonge." Et encore une fois, j'ai pris soin des patients atteints de covid, je ne suis pas quelqu'un qui dit que ça n'a pas existé. Il existe, mais il existe de la même manière que la pneumonie et la grippe.

Si vous êtes vieux ou fragile ou à la fin de votre espérance de vie, le sars-cov-2 peut vous emporter, comme n'importe quoi d'autre. Mais il n'aurait jamais dû être gonflé à ce point que nous avons détruit nos économies et que nous menaçons maintenant la santé de nos enfants. C'est terrible.

Et donc, en termes de calendrier, quand pensez-vous que l'audience va commencer, ou quel est le processus réel que vous prévoyez ?

Donc nous ne sommes pas vraiment sûrs, cela dépend du gouvernement à ce stade. Je crois savoir qu'ils auront environ deux à trois semaines. C'est assez compliqué ce que nous avons déposé. Et nous ne savons pas exactement quand, mais tant qu'ils ne demandent pas une approbation complète, nous allons attendre qu'ils répondent, mais nous allons continuer. Nous ne laisserons pas tomber. Et laissez-moi vous dire, quand vous aurez la chance de lire ce que nous avons écrit, nous citons des noms.

Il y a d'énormes conflits d'intérêts. Il y a des gens qui prennent des décisions. Et quand vous allez à la page 95 environ, nous citons les noms des personnes qui ont des conflits d'intérêts.

Mais le mérite de votre réclamation n'est pas de poursuivre les personnes qui ont des conflits d'intérêts, vous essayez juste d'inciter le juge à prendre position, sur certains éléments de base, tels que les patients qui n'étaient pas en danger, dans la rupture d'égalité, le consentement éclairé, qui devrait être assez basique, je dirais en temps normal, non ?

Oui. Je veux dire, honnêtement, c'est juste que les faits sont majoritairement de notre côté. Il n'y a rien de l'autre côté. La difficulté est qu'en droit américain, je ne suis pas sûr du droit français, mais en droit américain, il y a la séparation des pouvoirs, le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire. Donc un juge n'est pas vraiment habitué à penser à des choses qui relèvent de la branche exécutive. Donc la science, le CDC, la FDA, tout cela relève du pouvoir exécutif. Nous sommes en train de dire au juge, "écoutez, c'est tellement corrompu, c'est un tel mensonge, que vous allez devoir intervenir dans le domaine qui appartient vraiment à l'exécutif." Maintenant, s'il le fait, nous allons gagner. Il peut dire, "vous savez quoi, ce n'est pas mon domaine, c'est pour la branche exécutive." Et ce serait vraiment une honte, parce que nous allons vers lui parce que c'est un tel mensonge de l'exécutif... vous savez de quoi je parle !

Mais juste pour que vous sachiez, ce n'est pas le seul procès. Nous avons d'autres procès à venir. Ils arrivent cette semaine. Et ces procès sont plus simples. Celui-ci est assez compliqué pour un juge. Les autres procès sont un peu plus restreints.

Et donc, c'est essentiellement le procès de de base. Et vous avez déposé dans certains États spécifiques ou...

Oui, la façon dont ça fonctionne en Amérique, juste pour expliquer brièvement, vous pouvez aller au tribunal dans un état particulier, ou vous pouvez aller au tribunal dans un tribunal fédéral dans une certaine région.

Parce que c'est une loi fédérale, tout ce qui se passe avec la FDA et le CDC, nous l'avons déposé dans une cour fédérale, mais nous avons choisi une partie particulière du pays où nous pensons qu'il y aura plus de réactivité.

Dans une cour fédérale le juge est-il élu par le peuple ou choisi par, je dirais, le gouvernement ?

Ils sont choisis par le président en exercice à un moment donné. Et donc, gens vont parfois dire, "j'étais un juge de Bush ou un juge d'Obama ou un juge de Trump ou un juge de Clinton". Donc c'est la cour dans laquelle nous sommes. C'est une cour fédérale, mais elle va au premier niveau. Et ensuite, nous nous attendons à ce que, quel que soit le gagnant ou le perdant, la personne suivante fasse appel, et pourrait probablement finir à la Cour suprême. Nous ne le savons pas. C'est un cas de référence très important.

Mais vous vous attendez à ce qu'en première instance, le niveau d'indépendance soit suffisant pour votre demande ?

Oui, je ne pense pas exactement que les juges soient corrompus, ce n'est pas ce que je pense. Je pense que c'est compliqué et que ce n'est pas quelque chose sur lequel un juge devrait normalement se prononcer. Et nous plaidons avec lui que la science est si massivement ignorée et qu'elle est frauduleuse, et il y a tous ces conflits d'intérêts nous lui disons "s'il vous plaît, rentrez dans la bataille en tant que juge".

La raison pour laquelle je demande cela est que vous dites que si cela tombe dans la branche exécutive, il y aura un problème. Je veux donc m'assurer que le juge, à un niveau suffisant, que vous avez suffisamment confiance, je dirais, dans le système judiciaire, ce qui est un élément important parce que, vous savez, aux États-Unis, nous avons confiance en Dieu. Mais j'espère qu'ici vous allez faire confiance à votre système judiciaire, parce que vous avez affaire à la santé des patients. C'est donc un élément important et il ne faut pas le négliger.

Eh bien, vous savez, nous avons présenté un dossier très solide. Le juge est censé regarder tout de manière impartiale, je crois qu'il aura une audience équitable. C'est ce que je crois. Il y a d'autres cas à venir parce que des gens nous écrivent de partout dans le pays, des étudiants qui ne veulent pas se faire vacciner, mais leurs universités leur disent. Qu'en est-il de toutes les personnes qui ont déjà eu le covid-19 ? Le taux de mortalité augmente. Si vous vous faites vacciner, vous avez déjà eu la maladie. Ces personnes sont donc particulièrement à risque et elles ne veulent pas se faire vacciner, mais leur travail leur dit qu'elles doivent le faire. Les militaires risquent d'être renvoyés de l'armée s'ils ne se font pas vacciner. Il y a donc beaucoup d'autres cas à venir.

Eh bien Dr. Simone Gold merci beaucoup d'avoir pris de votre temps pour nous expliquer le bien-fondé de votre demande du point de vue du patient, du point de vue juridique. C'est un événement majeur, comme vous le dites, parce que c'est comme un tremplin avant l'exigence ou la demande d'approbation complète par le fabricant de médicaments et le fabricant de vaccins. Veuillez nous tenir au courant de l'évolution de la situation. Et j'espère que vous obtiendrez une certaine exposition médiatique, parce que ces affaires sont vraiment importantes pour, je dirais, à la fois les patients et les médecins pour, restaurer la confiance dans le système de santé et le système judiciaire.

Je suis d'accord. Il y a eu une tragédie à ce sujet. Les gens ne font plus... je ne pense même plus que les gens devraient faire confiance au système. Merci Xavier.

Merci beaucoup pour votre temps ce soir. Nous avons essayé de faire aussi court que possible, et nous l'avons fait en 20 minutes.

Excellent.

Merci beaucoup.

Merci à vous.